ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

Philippines

Question écrite n° 23220

Texte de la question

Mme Chantal Robin-Rodrigo appelle l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur la situation politique aux Philippines. En effet, les 26 et 27 juillet 2003, une agitation militaire que l'on apparente à une tentative de coup d'Etat s'est produite à Manille, et a investi le quartier des affaires. La Présidente philippine, Mme Gloria Arroyo, a aussitôt autorisé les forces armées loyalistes à utiliser l'usage de la force afin de mater la révolte. Or, cette dernière se serait produite à cause de l'attitude très trouble sur la scène politique de Mme Arroyo. Même si la révolte a été jugulée dès le courant de la journée du 27 juillet, beaucoup d'observateurs craignent que ces agitations puissent donner à Mme Arroyo l'opportunité de décréter l'état d'urgence, ce qui lui permettrait éventuellement de pouvoir rester en poste au-delà de la fin normale de son mandat, courant de l'année 2004. Compte tenu de ce climat de défiance vis-à-vis de Mme Arroyo, elle lui demande donc de lui indiquer son sentiment et sa position au sujet de ce dossier.

Texte de la réponse

Le 27 juillet 2003, après plusieurs heures de négociations avec le gouvernement philippin, les 296 soldats - dont 70 officiers - qui s'étaient retranchés dans l'hôtel-résidence « Oakwood », situé dans le quartier des affaires de Manille, se sont rendus sans effusion de sang. Afin de faciliter une issue pacifique à cette mutinerie qui aura duré une vingtaine d'heures, le chef de l'Etat avait par deux fois reporté l'ultimatum. L'état de rébellion a été levé 15 jours après les événements. La mutinerie, organisée par de « jeunes » officiers regroupés au sein d'un « groupe Magdalo », avait pour but principal la mise en avant de revendications et d'accusations portées contre les autorités et la haute hiérarchie militaire. Les mutins ont dénoncé la dégradation de leurs conditions de vie. Surtout, ils ont incriminé le ministre de la défense dans des affaires de ventes d'armes aux principaux groupes subversifs philippins, ainsi que dans les attentats de Davao (en mars et avril dernier, deux attentats dans cette cité ont fait en tout 37 morts et plus de 200 blessés et ont été attribués au Mouvement islamiste de libération Moro). Dénonçant la corruption de l'administration, comme la paupérisation et la détérioration de la loi et de l'ordre, le « groupe Magdalo » a réclamé la démission de Mme Arroyo, du ministre de la défense, du chef du renseignement militaire et du directeur général de la police. La France s'est jointe à l'Union européenne pour se réjouir de l'issue pacifique de la mutinerie et saluer l'annonce faite par la présidente Arroyo de la mise en place de commissions indépendantes chargées de déterminer les causes de la mutinerie et d'enquêter sur les attentats de Davao.

Données clés

Auteur : Mme Chantal Robin-Rodrigo
Circonscription : Hautes-Pyrénées (2e circonscription) - Socialiste
Type de question : Question écrite
Numéro de la question : 23220
Rubrique : Politique extérieure
Ministère interrogé : affaires étrangères

Version web : https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/12/questions/QANR5L12QE23220

Ministère attributaire : affaires étrangères

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 4 août 2003, page 6142
Réponse publiée le : 8 septembre 2003, page 6924